



ACTUALITES EN BREF DU JEUDI

- FAO : un projet pour éviter les problèmes futurs dans le Bassin du Nil
- L'ONU souligne la valeur et la vulnérabilité du patrimoine audiovisuel
- Côte d'Ivoire : l'ONU souhaite des élections législatives ouvertes à tous
- La CPI se félicite du soutien international grandissant en sa faveur
- Libye : le Conseil de sécurité met fin à la zone d'exclusion aérienne
- Guerre du Golfe : la Commission d'indemnisation octroie 1 milliard de dollars
- Lutte anti-drogue : l'ONU renforce les capacités de l'aéroport de Dakar
- L'ONU appelle le G20 à instaurer un socle de protection sociale mondial
- Ban Ki-moon se dit préoccupé par l'impact des inondations au Salvador
- Ban Ki-moon appelle à renforcer la lutte contre la faim
- Turquie : l'ONU achemine de l'aide aux rescapés du séisme
- Ban Ki-moon présente un budget 2012-2013 pour l'ONU en baisse de 3,2%

FAO : un projet pour éviter les problèmes futurs dans le Bassin du Nil



Vue aérienne du Bassin du Nil.

27 octobre - La rapide croissance démographique et la dégradation des ressources naturelles dans le Bassin du Nil risquent d'intensifier la faim et la pauvreté dans la région et nécessitent par conséquent une meilleure planification prospective du développement pour conjurer cette éventualité, a indiqué jeudi l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

L'alerte a été lancée par la FAO lors de la présentation aux gouvernements de la région des résultats d'un projet de dix ans financé par le gouvernement italien. Le projet est destiné à offrir aux autorités de développement et de gestion des ressources naturelles des outils

d'information et de programmation.

Le projet « Produits d'information pour la gestion des ressources en eau du Bassin du Nil » a créé des systèmes modernes de suivi hydrologique dans tout le Bassin du Nil. Il a aidé les autorités gouvernementales à harmoniser la collecte de données et réalisé une série d'enquêtes intégrées sur l'utilisation de l'eau et la production agricole.

« Jusqu'à présent, très peu d'études systémiques ont été réalisées sur la manière dont les eaux du Nil sont utilisées - ou pourraient être utilisées - pour cultiver de la nourriture, et on manquait d'informations indispensables pour ce qu'on appelle une saine comptabilité de l'eau », a expliqué Pasquale Steduto, chef du Service de gestion des eaux à la FAO.

« Les données que ce projet a acquises et les produits d'information qui en dérivent combleront ces lacunes et permettront aux gouvernements de la région de tirer le meilleur profit des ressources du Nil », a-t-il ajouté.



La population du Bassin du Nil - actuellement de quelque 200 millions de personnes - devrait augmenter entre 61 et 82% d'ici 2030, selon un rapport de la FAO sur le projet présenté lors d'une réunion de gouvernements à Kigali aujourd'hui.

Dans le même temps, « la dégradation de l'environnement, la sécheresse, les faiblesses des institutions, la faible capacité de financement, le manque d'infrastructures et l'instabilité sociale sont autant d'éléments qui perpétuent la pauvreté dans la région », affirme le rapport. Certains des onze pays riverains - Burundi, RD Congo, Égypte, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Ouganda, Rwanda, Sud-Soudan, Soudan, Tanzanie - sont parmi les plus pauvres du monde.

Et si les eaux du Nil ont un vaste potentiel en tant que levier de développement social et économique, les taux de croissance démographique élevés et l'accélération de la pression sur les ressources en terres et en eaux « restreignent les chances d'inverser les tendances négatives dans la région », selon l'étude de la FAO.

Pour réduire les pressions sur le Nil, il faudra accroître l'efficacité et la productivité de l'utilisation de l'eau tout au long de la filière vivrière, de la fourche à la fourchette, en créant des systèmes agricoles plus résilients au changement climatique et en accroissant les échanges commerciaux de denrées agricoles entre les pays riverains, a souligné M. Steduto.

L'agriculture utilise déjà plus de 80% des ressources hydriques renouvelables dans le Bassin du Nil, et le potentiel d'accroissement des disponibilités d'eau, par exemple en drainant les terres humides ou en réduisant l'évaporation, est extrêmement limité.

« L'affectation des eaux du Nil est par conséquent devenue un jeu à somme quasi-nulle », selon M. Steduto, qui explique la raison d'être du projet FAO-Italie. « Il devient alors très, très important que les autorités de gestion de l'eau disposent d'informations détaillées pour une bonne comptabilité de l'eau, et d'outils de planification qui leur permettent d'évaluer les coûts et les avantages de leurs politiques et leurs choix de gestion des ressources ».

Le projet « Produits d'information pour la gestion des ressources hydriques du Bassin du Nil » a compilé des informations spatiales sur l'eau et l'agriculture dans la région, dressé une prévision des besoins vivriers futurs de la région et réalisé une enquête sur les types de systèmes agricoles pratiqués le long du Nil et une analyse des scénarios futurs de gestion de l'eau et de développement de l'agriculture.

Par ailleurs, 18 manuels sur les techniques et technologies de mesure de l'eau ont été conçus et diffusés. Des centaines d'agents des organismes de gestion de l'eau et de l'agriculture ont reçu une formation, y compris en techniques de négociation.

Toute une série de données sur l'eau, la terre et l'agriculture a été acquise par systèmes d'information géographique (SIG). De meilleures données ont permis la création du Nile Decision Support Tool (Nile-DST), un logiciel qui modèle tout le système du Nil et permet aux planificateurs d'évaluer les avantages, les inconvénients et les conséquences des différents scénarios de développement possibles.

En même temps, explique M. Steduto, le projet a renforcé une vision partagée de la gestion des ressources naturelles et du développement durable parmi les gouvernements du Nil.

Le projet de produits d'information de 5 millions de dollars a été financé par le gouvernement italien, qui a par ailleurs financé deux autres projets dans la région pour un investissement total de 16 millions de dollars.

L'ONU souligne la valeur et la vulnérabilité du patrimoine audiovisuel



Les Archives des films d'histoire des Nations Unies.

27 octobre - A l'occasion de la Journée mondiale du patrimoine audiovisuel, les Nations Unies ont insisté jeudi sur l'importance de préserver ce patrimoine, notant la vulnérabilité des enregistrements sonores et des images en mouvement qui peuvent être détruits en un instant.

« Le cinéma, la télévision et la radio font partie de notre patrimoine commun. Ce sont des supports de l'identité culturelle d'un peuple, mais d'innombrables trésors documentaires ont disparu depuis l'invention de ces technologies audiovisuelles qui facilitent le partage des expériences, de la créativité et du savoir entre les peuples », a déclaré la Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Irina Bokova, dans un [message](#).

Selon Mme Bokova, « la protection du patrimoine [audiovisuel](#) requiert la mise en place de mesures de sauvegarde appropriées, elle suppose aussi la formation et le soutien aux professionnels des archives, des bibliothèques et des institutions spécialisées ».

« J'invite aujourd'hui tous les partenaires et collaborateurs de l'UNESCO à redoubler d'efforts pour assurer la protection de ce patrimoine documentaire unique, et pour l'aider à tenir toutes ses promesses éducatives et culturelles », a-t-elle ajouté.

L'UNESCO a adopté le 27 octobre pour célébrer la Journée mondiale du patrimoine audiovisuel afin d'attirer l'attention internationale sur les enjeux dans ce domaine. La célébration de cette Journée est placée cette année sous le thème « Patrimoine audiovisuel : voir, entendre, apprendre ».

Emblématique du XXe siècle, le patrimoine audiovisuel peut disparaître à tout jamais par négligence ou en raison de la dégradation naturelle et de l'obsolescence technologique.

Selon Mme Bokova, la protection de ces documents est un impératif culturel et éducatif. C'est l'un des aspects centraux du programme phare de l'UNESCO, Mémoire du monde, qui assure la protection du patrimoine documentaire de l'humanité, sur tous les supports.

De nombreux documents audiovisuels ont déjà pu être inscrits sur le registre de la Mémoire du Monde : « l'histoire de Kelly Gang » (le premier long-métrage de fiction), l'ensemble de la production originale cinématographique des frères Lumière, ou encore les « Archives vivantes de la lutte pour la libération », un documentaire unique sur le régime de l'Apartheid en Afrique du Sud.

A New York, les archives audiovisuelles de l'ONU contiennent 80.000 heures d'enregistrements sonores sur 70.000 cassettes et disques et 37.700 heures de films et de vidéos sur 25.000 bobines de film et 32.000 cassettes vidéo. Les archives conservent également 800.000 [photos](#). Plus de 9.000 heures d'enregistrements sonores et vidéo et des milliers de nouvelles photos sont ajoutés chaque année aux archives.

Côte d'Ivoire : l'ONU souhaite des élections législatives ouvertes à tous



Des casques bleus de l'ONUCI devant leur quartier général à Abidjan.

27 octobre - L'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) a encouragé jeudi les partis, les groupements politiques et l'ensemble du personnel politique ivoiriens intéressés par l'élection législative du 11 décembre 2011, à déposer leur candidature, alors que l'échéance pour ces dépôts de candidature a été reportée.

« La décision de la prorogation de la date limite du dépôt des candidatures par la Commission électorale indépendante (CEI) jusqu'au 31 octobre 2011, appelle les parties ivoiriennes à poursuivre leurs efforts tant individuels que collectifs pour garantir un processus des plus inclusifs », a déclaré jeudi à Abidjan, le porte-parole de l'ONUCI, Hamadou Touré, lors de son point presse hebdomadaire.

« A cet effet, l'ONUCI réitère que l'un des principaux défis que ses équipes, en collaboration avec les agences des Nations Unies et les partenaires au processus électoral, devront relever, est celui de la logistique électorale », a souligné le porte-parole.

Selon M. Touré, ces questions ont été au centre des discussions du Représentant spécial de l'ONU pour la Côte d'Ivoire, Bert Koenders, lors de sa première visite de prise de contacts qu'il a rendue ce jour même au Ministre des affaires étrangères de Côte d'Ivoire, Daniel Kablan Duncan.

« Cette rencontre est destinée à réaffirmer sa détermination à appuyer les efforts en cours sur les chantiers de la paix, notamment la restauration de la sécurité, le rétablissement de l'état de droit, le respect des droits de l'homme et l'organisation des élections législatives », a expliqué le porte-parole.

Dans le cadre de l'appui à la sensibilisation électorale, M. Touré a fait état des activités de proximité de l'ONUCI pour l'adhésion et l'engagement des populations ivoiriennes dans la perspective des élections législatives.

Le porte-parole de l'ONUCI a indiqué l'organisation du 24 au 26 octobre à Abidjan par la Division des droits de l'homme d'un séminaire de formation sur les techniques d'investigation et de documentation des droits de l'homme, à l'attention d'une trentaine de participants travaillant dans des organisations non gouvernementales partenaires.

Ce séminaire de formation avait pour objectif principal de renforcer les capacités des ONG nationales en matière de techniques de surveillance, d'investigation, de documentation, de rédaction de rapports et de plaidoyer sur les violations des droits de l'homme », a expliqué le porte-parole.

La CPI se félicite du soutien international grandissant en sa faveur



Le Président de la Cour pénale internationale (CPI) Sang Hyun Song.

27 octobre - A l'occasion de la présentation du septième rapport annuel de la Cour pénale internationale (CPI) à l'Assemblée générale des Nations Unies, le juge Sang-Hyun Song, Président de la Cour, s'est félicité mercredi du soutien international grandissant en faveur de la CPI.

Les États parties au Statut de Rome de la CPI sont désormais au nombre de 119 et le Président Song a souhaité une chaleureuse bienvenue à la Grenade, à la Tunisie, aux Philippines, aux Maldives et au Cap-Vert, qui ont accédé au Statut de Rome cette année.

« Avec deux nouvelles enquêtes et plusieurs nouvelles affaires, la Cour est plus occupée que jamais », a ajouté le Président

de la CPI, qui célébrera ses dix années d'existence le 1er juillet 2012.

Le premier procès devant la CPI s'est achevé en août dernier et le jugement dans l'affaire concernant Thomas Lubanga Dyilo, qui est accusé d'avoir utilisé des enfants soldats en République démocratique du Congo, est attendu avant la fin de l'année. Deux autres procès sont en cours, tandis qu'un quatrième est en préparation.

Le Président a remercié la France d'avoir apporté sa coopération à la Cour en arrêtant Callixte Mbarushimana, qui serait responsable de crimes commis dans les provinces du Kivu en République démocratique du Congo.

Il a en outre fait savoir que les procédures menées dans le cadre de la situation au Kenya ont considérablement progressé pendant l'année écoulée. Les six suspects ont déféré aux citations à comparaître que leur a adressées la Chambre préliminaire en mars dernier et se sont présentés volontairement devant la Cour. La question du renvoi en jugement des affaires découlant de cette situation est pendante.

Le nombre de situations faisant l'objet d'enquêtes de la Cour est passé de cinq à sept. En effet, à la suite du vote à l'unanimité du Conseil de sécurité en faveur du renvoi de la situation en Libye au Procureur de la CPI, la Cour a délivré trois mandats d'arrêt. En outre, les juges ont autorisé le Procureur à ouvrir une enquête sur les crimes qui auraient été commis en Côte d'Ivoire au lendemain de l'élection présidentielle.

Le Président de la Cour a exprimé sa profonde préoccupation quant au fait que les mandats d'arrêt délivrés il y a plusieurs années par la CPI à l'encontre de Joseph Kony et de trois autres commandants présumés de l'Armée de résistance du Seigneur dans le cadre de la situation en Ouganda, de Bosco Ntaganda dans le cadre de la situation en République démocratique du Congo, ainsi que d'Omar Al-Bachir, d'Ahmad Harun et d'Ali Kushayb dans le cadre de la situation au Darfour (Soudan), n'ont toujours pas été exécutés. « J'exhorte les États à redoubler d'efforts pour que les personnes concernées soient traduites en justice », a-t-il dit.

Soulignant l'importance du rôle joué par le Fonds au profit des victimes associé à la CPI, le Président Song a déclaré que les toutes premières décisions judiciaires relatives aux réparations en faveur des victimes pourraient être rendues par la Cour dès l'année prochaine.

Soulignant que la CPI et l'ONU ont des objectifs communs, il a appelé tous les États Membres de l'ONU à s'unir « pour soutenir les efforts menés au niveau international afin de mettre un terme aux crimes les plus graves qui touchent l'humanité ».

« L'ONU et la communauté internationale ont reconnu que la justice fait partie intégrante de la résolution des conflits » a-t-il déclaré, ajoutant que pour être efficace, la justice doit suivre son cours sans ingérence et sans faire l'objet de considérations politiques.

Libye : le Conseil de sécurité met fin à la zone d'exclusion aérienne



L'Ambassadeur britannique, Mark Lyall Grant (à gauche), discute avec l'Ambassadrice américaine, Susan Rice (à droite), et son adjointe Rosemary DiCarlo avant une séance du Conseil de sécurité sur la Libye.

27 octobre - Le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé jeudi de mettre un terme au mandat de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) en Libye en rendant caduques les dispositions prises en mars dernier pour instaurer une zone d'interdiction de vol au-dessus de ce pays afin de protéger les populations civiles menacées d'attaques par les forces du régime de Mouammar Qadhafi.

Dans une résolution adoptée à l'unanimité, le Conseil a décidé de rendre caduques certaines dispositions de la résolution 1973 (2011), notamment l'autorisation octroyée aux États membres « de prendre toutes mesures nécessaires » pour « protéger les populations et zones civiles menacées d'attaque en Jamahiriya arabe libyenne, y compris Benghazi, tout en excluant le déploiement d'une force d'occupation étrangère ».

Le Conseil a aussi rendu caduque la décision « d'interdire tous vols dans l'espace aérien de la Jamahiriya arabe libyenne afin d'aider à protéger les civils ».

Ces décisions prendront effet le 31 octobre à 23 h 59, heure libyenne.

Avec la chute du régime de Mouammar Qadhafi, les membres du Conseil se sont félicités « de la tournure prise par les événements en Libye, qui améliore les perspectives du pays en ce qui concerne un avenir démocratique, pacifique et prospère ».

Ils ont indiqué attendre « avec espoir qu'un gouvernement de transition libyen sans exclusive et représentatif soit mise en place » et ont affirmé de nouveau « qu'il faut que la période de transition se déroule sous le signe de l'attachement à la démocratie, à la bonne gouvernance, à l'état de droit, à la réconciliation nationale et au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales de tous en Libye ».

Les membres du Conseil ont souligné « la responsabilité qui incombe aux autorités libyennes de protéger leur population y compris les étrangers et les migrants africains » et leur ont demandé « de prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher les actes de représailles, d'incarcération abusive et d'exécution extrajudiciaire ».

Le Conseil de sécurité a demandé instamment « à tous les Etats Membres de coopérer étroitement avec les autorités libyennes dans l'action qu'elles mènent pour mettre fin à l'impunité des auteurs de violations du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire ».

Guerre du Golfe : la Commission d'indemnisation octroie 1 milliard de dollars



Des débris après des pillages à Koweït par les forces d'occupation irakiennes en 1991.

27 octobre - La Commission d'indemnisation des Nations Unies (CINU), chargée d'étudier les demandes d'indemnisation des victimes de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq en 1990-91, a débloqué jeudi plus d'un milliard de dollars pour huit requérants.

Avec ces versements, le montant des compensations distribuées après des plaintes d'individus, de gouvernements, d'organisations internationales ou de compagnies privées, atteint les 34,3 milliards de dollars, selon un communiqué de la Commission.

Les compensations sont financées par la vente du pétrole iraquien. D'abord dans le cadre du programme « pétrole contre nourriture », qui a pris fin en avril 2003.

Ensuite dans le cadre de la résolution 1483 du Conseil de sécurité votée en 2003, qui prévoit le prélèvement de 5% des recettes pétrolières irakiennes pour alimenter le fonds de compensation des victimes.

Mise en place en 1991, comme un organe subsidiaire du Conseil de Sécurité de l'ONU, la CINU a reçu près de 3 millions de plaintes, dans six catégories créées à cet effet, quatre pour les plaintes individuelles, une pour les sociétés du secteur privé, et une pour les plaintes de gouvernements et des organisation internationales, qui inclus notamment les dommages causés à l'environnement.

Lutte anti-drogue : l'ONU renforce les capacités de l'aéroport de Dakar



Saisie de cocaïne.

27 octobre - Le chef de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), Yury Fedotov, a inauguré mercredi un groupe de travail pour renforcer la capacité de l'aéroport international de Dakar, la capitale du Sénégal, à intercepter des cargaisons illicites de drogues que des trafiquants tentent de faire passer à travers cette plateforme aéroportuaire majeure en Afrique de l'Ouest.

Yury Fedotov a lancé les opérations de la Cellule aéroportuaire anti-trafics de Dakar, dans le cadre du projet AIRCOP, une initiative destinée à améliorer l'échange d'informations et de renseignements entre aéroports.

La cocaïne sud-américaine en route pour l'Europe transite par l'Afrique par voie aérienne et maritime. En 2010, l'ONUDC, l'Organisation mondiale des douanes et Interpol ont lancé AIRCOP en vue d'améliorer l'échange d'informations et les contrôles sur la base de renseignements et ce, dans 20 pays participant en Amérique Latine, dans les Caraïbes, en Afrique et en Europe.

Selon le rapport de 2009 de l'ONUDC intitulé « Trafics transnationaux et état de droit en Afrique de l'Ouest : une évaluation des menaces », près de 100 tonnes de cocaïne auraient transité par l'Afrique de l'Ouest sur cinq ans. AIRCOP a pour but d'établir une communication et un échange d'informations sécurisés, effectifs et en temps réel entre les pays d'origine, de transit et de destination du trafic de cocaïne.

Dans le cadre de ce projet, des cellules aéroportuaires anti-trafics opèreront 24 sur 24h dans les 20 aéroports internationaux concernés. La cellule de Dakar compte 21 membres issus de la douane, de la police et de la gendarmerie.

« Ceci marque une étape importante étant donnée l'importance de la position de Dakar en tant que carrefour aérien. J'appelle la communauté internationale à fournir l'assistance nécessaire aux pays de façon à ce qu'ils puissent assurer un contrôle total sur leurs côtes et espace aérien et par la suite mener des enquêtes sur les affaires relevant de la criminalité organisée et du trafic de drogues », a dit Yury Fedotov.

Les cellules entièrement équipées permettront d'augmenter le nombre de saisies et l'efficacité des enquêtes. Elles auront accès aux bases de données internationales d'Interpol et au système de communication sécurisé, géré par l'Organisation mondiale des douanes et adapté aux besoins d'AIRCOP.

AIRCOP appuie le Plan d'action régional de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour la lutte contre le trafic illicite de drogues, le crime organisé et l'abus de drogues en Afrique de l'Ouest. Il contribue également à l'Initiative de Dakar contre le trafic de drogues. Ce projet de 7,6 millions de dollars est financé par l'Union européenne avec un cofinancement du Canada.

L'ONU appelle le G20 à instaurer un socle de protection sociale mondial



Le Secrétaire général Ban Ki-moon (au centre) avec le chef de l'OIT, Juan Somavia (à gauche) et la chef de l'ONU-Femmes, Michelle Bachelet.

27 octobre - Dans un nouveau [rapport](#) qui plaide en faveur de l'instauration dans tous les pays d'un socle de protection sociale, un groupe de haut-niveau des Nations Unies a lancé jeudi un appel aux dirigeants du G20 afin qu'ils envisagent de mettre en œuvre un plan d'action pour renforcer les filets de protection sociale face à la crise économique et sociale.

« C'est un rapport crucial qui vient à un moment critique. Partout les peuples sont anxieux pour leur avenir, frustrés sur l'économie, et énervés contre les dirigeants politiques. Réaliser la protection sociale pour tous devient critique pour construire des sociétés plus justes, plus ouvertes à tous et équitables », a déclaré le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, qui a reçu ce rapport jeudi à New York par ce groupe consultatif de haut niveau présidé par la Directrice exécutive de l'ONU-Femmes, Michelle Bachelet.

Investir dans des mesures minimales de protection sociale, c'est investir dans la justice sociale et le développement économique, estime le rapport intitulé « Un socle de protection sociale pour une globalisation juste et ouverte à tous » et publié à l'approche du prochain sommet des 20 plus grandes puissances économiques (G20) qui se tiendra à Cannes, en France, les 3 et 4 novembre.

« Etendre la protection sociale est un investissement gagnant-gagnant qui donnera des résultats sur le court-terme, en fonction des effets de stabilisation macro-économiques, mais également sur le long terme, grâce à l'impact sur le développement humain et la productivité », a dit Michelle Bachelet.

Selon le rapport du groupe de haut-niveau, environ 5,1 milliards de personnes n'ont pas de sécurité et de protection sociale dans le monde. Seulement un peu plus de 15% des chômeurs du monde entier perçoivent une aide.

Les régimes de protection sociale sont des outils importants pour réduire la pauvreté et l'inégalité. Ils contribuent non seulement à empêcher que les individus et leurs familles ne basculent ou restent dans la pauvreté, mais ils contribuent également à la croissance économique en augmentant la productivité du travail et en renforçant la cohésion et la stabilité sociale. La crise financière et économique mondiale a démontré que le socle de protection sociale est un outil important, qui peut agir comme stabilisateur automatique de l'économie, ont expliqué les auteurs du rapport.

« Des socles de protection sociale sont nécessaires, faisables et efficaces », a souligné le Directeur de l'Organisation internationale du travail (OIT), Juan Somavia. « Couper dans les programmes de protection sociale comme faisant partie du paquet de consolidation fiscale va affaiblir le rétablissement ».

Selon l'OIT, environ 40% de la population mondiale vit aujourd'hui sous le seuil de pauvreté international fixé à 2 dollars par jour soit 1,4 euro. Par conséquent, 40% de la population ne bénéficie pas d'une protection sociale de base.

Ban Ki-moon se dit préoccupé par l'impact des inondations au Salvador



Une femme évacuée de la communauté de El Icaco à Usulután, au Salvador.

27 octobre - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a exprimé sa préoccupation au sujet de l'impact des inondations au Salvador lors d'une rencontre jeudi matin avec la Première dame du Salvador, Vanda Pignato, au siège des Nations Unies à New York.

Mme Pignato, qui est également Secrétaire pour l'inclusion sociale au sein du gouvernement salvadorien, a fait le point avec Ban Ki-moon au sujet des morts et des destructions causés par les récentes pluies dans son pays, a indiqué le porte-parole du Secrétaire général dans un compte-rendu de la rencontre.

« Le Secrétaire général a été profondément inquiet d'entendre que 300.000 personnes ont été directement affectées par les tempêtes et plus d'un million indirectement, que les cultures agricoles du pays et les infrastructures ont été sérieusement endommagées et que les efforts de reconstruction nécessiteront 1,5 milliard de dollars, une somme représentant 5% du Produit intérieur brut du pays », a ajouté le porte-parole.

« Le Secrétaire général a félicité le Salvador pour ses efforts de gestion de la catastrophe et a souhaité que la communauté internationale réponde à ses appels pour une assistance d'urgence et pour la reconstruction », a-t-il encore dit.

Un appel de fonds d'urgence de 15,7 millions de dollars a été lancé mardi par l'ONU avec le gouvernement du Salvador pour pouvoir assister 300.000 personnes dans les six prochains mois.

De leur côté, les agences humanitaires des Nations Unies sont en train d'intensifier leurs efforts pour fournir des abris, de la nourriture et des services de santé aux victimes des inondations au Salvador, qui est confronté à l'une des pires catastrophes de son histoire.

Ban Ki-moon appelle à renforcer la lutte contre la faim



27 octobre - A l'occasion d'une manifestation à New York pour marquer la Journée mondiale de l'alimentation, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a de nouveau appelé jeudi la communauté internationale à renforcer la lutte contre la faim et contre la volatilité des prix des denrées alimentaires.

« Un milliard de personnes ont toujours faim. Cette année la Journée mondiale de l'alimentation a mis en lumière le problème de l'augmentation et de la volatilité des prix des denrées alimentaires », a déclaré Ban Ki-moon, à l'occasion de cette manifestation.

« Nous avons les ressources et le savoir pour stopper la faim. Nous savons comment protéger les plus pauvres de l'impact de l'augmentation des prix. Nous savons comment domestiquer la volatilité des prix. Chaque enfant, chaque femme et chaque homme a le droit à une alimentation assez nutritive pour vivre une vie active et saine », a-t-il ajouté.

Etaient présents, le Président de l'Assemblée générale de l'ONU, Nassir Abdulaziz Al-Nasser, le Président du Conseil économique et sociale (ECOSOC), Lazarous Kapambwe, le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Jacques Diouf, le Président du Fonds international de développement agricole (FIDA), Kanayo F. Nwanze, la Directrice exécutive du Programme alimentaire mondial (PAM), Josette Sheeran, et l'Ambassadrice de bonne volonté de la FAO, la chanteuse Dee Dee Bridgewater.

« Cette semaine la famille humaine va accueillir son sept milliardième membre. D'ici 2050, nous serons neuf milliards. La production alimentaire va devoir doubler », a indiqué le chef de l'ONU.

Il a rappelé les ravages que la famine a causés en Somalie et il a appelé la communauté internationale à mettre en œuvre des politiques d'autonomisation des petits exploitants agricoles et des femmes rurales.

Le Président de l'Assemblée générale de l'ONU, Nassir Abdelaziz Al-Nasser, a réaffirmé pour sa part « le droit de tous les êtres humains à vivre dans la dignité, libérés de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition ».

« Nous sommes réunis pour renouveler et renforcer nos engagements, forger une coopération et intensifier l'action politique pour répondre à l'insécurité alimentaire », a-t-il souligné.

Cette année, la Journée mondiale de l'alimentation, qui a lieu officiellement le 16 octobre, a mis en lumière la question de la volatilité des prix. Pour les plus démunis du monde, dont bon nombre consacrent 80% de leurs revenus à l'alimentation, cette volatilité peut avoir des effets dévastateurs. En 2007-2008, l'inflation des prix des produits alimentaires a poussé plus de 80 millions de personnes dans une situation de famine. Du fait de la récente flambée des prix des produits alimentaires, quelque 70 millions d'autres se trouvent dans une pauvreté extrême.

Turquie : l'ONU achemine de l'aide aux rescapés du séisme



Des équipes de sauveteurs en Turquie à la recherche de survivants après le séisme du 23 octobre 2011.

27 octobre - Suite au séisme qui a frappé l'est de la Turquie le 23 octobre dernier, le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) fournit une assistance aux populations sans abris.

Les agences de l'ONU sont en train de fournir des abris aux populations affectées en envoyant plus de 400 tentes adaptées pour faire face aux conditions hivernales. Pour OCHA, la principale inquiétude reste les températures très froides pendant la nuit pour les sans abris ainsi que l'accès à l'eau potable et l'assainissement.

Le Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a pour sa part donné des tentes, des couvertures et des nattes. Le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) a également contribué aux efforts d'assistance en fournissant également des tentes.

Selon le gouvernement turc, plusieurs centaines de personnes sont mortes lors du tremblement de terre et plus de 2.000 édifices ont été endommagés. Selon la presse, le séisme de magnitude 7,2 qui a secoué le 23 octobre la province orientale turque de Van, a fait au moins 534 morts et 2.300 blessés.

Dimanche dernier, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'était dit profondément attristé d'apprendre les décès et les dégâts matériels causés par ce séisme.

Ban Ki-moon présente un budget 2012-2013 pour l'ONU en baisse de 3,2%



27 octobre - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a présenté jeudi devant la Cinquième commission de l'Assemblée générale son projet de budget 2012-2013, qui est en baisse de 3,2% par rapport à l'actuel budget 2010-2011.

« Le budget devant vous reflète un défi central : comment financer l'Organisation à un moment crucial. La crise financière paralyse de nombreux pays. Les gouvernements, et surtout les individus, sont confrontés à des difficultés. Dans ces circonstances difficiles, le monde se tourne de plus en plus vers les Nations Unies pour des réponses et pour une aide

», a souligné Ban Ki-moon dans un discours.

Selon lui, le budget 2012-2013 de l'ONU reflète cette réalité. Pour 2012-2013, le Secrétaire général propose un budget de 5,197 milliards de dollars, avant ajustements, soit une baisse de 3,2% par rapport au budget actuel.

Le projet de budget prévoit une baisse nette de 44 postes, qui est le résultat de la suppression de 147 postes, de la création de 63 nouveaux postes et de la conversion de 40 autres. « Nous avons également fait des coupes dans les dépenses en matière de voyages, de consultants, de dépenses opérationnelles générales, de fournitures, de matériels et d'équipements », a ajouté Ban Ki-moon.

« Tout ce que je demande au cours de ce processus est que nous ne perdions pas de vue ce pourquoi nous sommes ici : pour les peuples du monde ; afin qu'ils puissent jouir d'une plus grande paix et sécurité, des protections des droits de l'homme, du développement et d'un avenir durable », a-t-il conclu.